

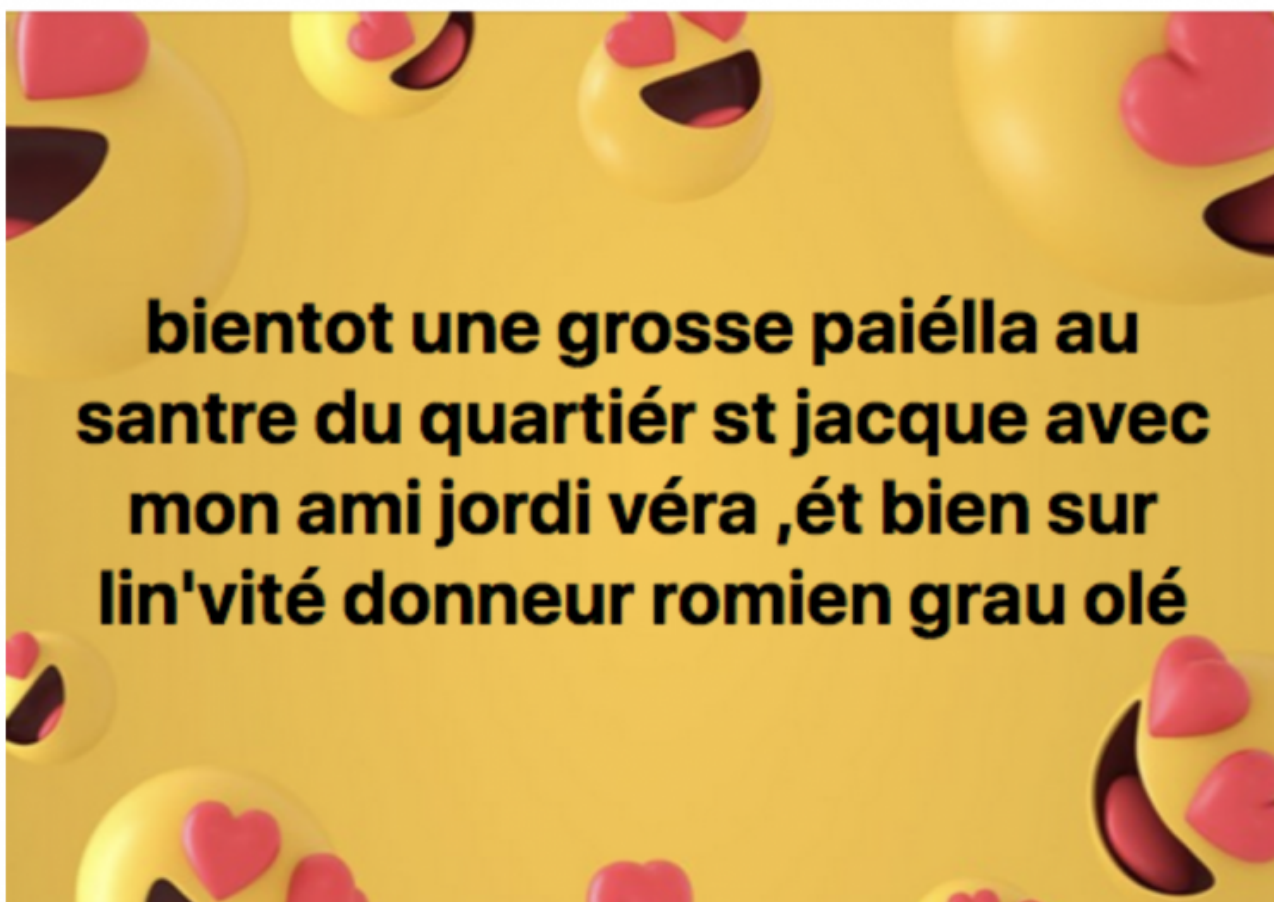
# Perpignan : pour conquérir le vote gitan, le candidat et député LREM invite tout le quartier au resto

écrit par Joël | 8 mars 2020



Lino Gimenez

24 février, 17:10 · 🌐



*Cela ne s'appelle pas de la prévarication ? Ce n'est pas interdit par la loi ?*

*Et il pense se faire rembourser la note sur ses frais de campagne ?*

*En tout cas, on voit que cette pourriture macroniste joue de toutes les minorités, de toutes les sensibilités. Et un candidat régionaliste catalan sur la liste, et un petit coup en directions des évangélistes, et la grosse cavalerie en direction des Gitans très nombreux à Perpignan, notamment dans le quartier Saint-Jacques... Du Macron et du socialaud pur jus. C'est les mêmes.*

*Ailleurs ils achètent les voix musulmanes, à Perpignan ce sont les voix des Gitans et autres évangélistes...*

*L'intérêt commun ? Mort, définitivement. Ma gueule, la gueule des uns, des autres... la seule chose qui compte.*

*Tous pourris. Il y a un sacré ménage à faire.*

## **Christine Tasin**

À deux semaines du premier tour, les candidats à la mairie de Perpignan jettent leurs dernières forces dans la campagne. Pour conquérir le vote communautaire, le camp de Romain Grau, candidat LREM, mise tout sur une des ses qualités essentielles : la générosité.

Convaincre ou régaler ? Le candidat de La République en marche ([LREM](#)) à la mairie de [Perpignan](#) a, semble-t-il, refusé de choisir. Romain Grau, qui est aussi député de la première circonscription des Pyrénées-Orientales et ex-premier adjoint de l'actuel maire Les Républicains ([LR](#)) de la ville, Jean-Marc Pujol, a une façon originale de mener campagne. Il s'agit, notamment, de dénigrer certains candidats auprès de la communauté gitane. Mais aussi... de participer à de fastueux repas, à destination de cette même communauté. **Selon nos informations, au moins un a été organisé et payé par l'équipe de campagne du candidat. Ce qui pourrait s'apparenter à un "achat de votes", selon plusieurs juristes.**

## “NOUNOURS”, L’INTERMÉDIAIRE

Pour s’installer à l’Hôtel de Ville, place de la Loge, Romain Grau ambitionne de rallier le vote de la communauté gitane. Pour cela, il s’appuie sur une personnalité locale identifiée : Alain Gimenez, ex-médiateur social connu pour être l’un des représentants de la communauté. Ce personnage, aussi connu sous le surnom de “*Nounours*”, est son seul relais dans le quartier du centre-ville majoritairement gitan, Saint-Jacques. Interrogé par *Marianne* il y a quelques semaines, celui-ci résumait son rôle ainsi : “*Je lui présente du monde pour réunir nos quartiers autour de lui*”. Précisant que Romain Grau lui aurait promis, pour ses services, d’être “*maire du quartier ou quelque chose comme ça*”. Sa mission ? Une formalité pour Gimenez, selon qui “*l’énorme majorité des habitants de ce quartier votera pour Grau afin de tuer Pujol, comme lui a voulu tuer notre patrimoine*”, en référence au projet avorté de réhabilitation du quartier Saint-Jacques, lancé par la municipalité en 2018.

.

Et pour souder la communauté, Romain Grau a décidé d’en passer par... quelques bons repas partagés en groupe. Pour y participer, une seule condition : obtenir une invitation distribuée dans la semaine du 17 février sur le marché de la place Cassanyes, à Saint-Jacques, ainsi que nous l’ont indiqué plusieurs témoins. Ce tract reprend la charte graphique des affiches du candidat LREM. Romain Grau y est désigné comme étant “*le seul qui soutient Saint-Jacques*”. A droite de la photo de l’élu, on lit ces deux mots en lettres capitales : “*Invitation repas*”, pour le 23 février, dans un restaurant de la ville.

Ce tract, le candidat, contacté par *Marianne*, assure ne l’avoir “*jamais vu*”. “*Ce n’est pas moi, ni mes équipes qui l’ont imprimé, se défend-il. Ce sont peut-être ceux qui ont organisé le repas qui l’ont fait mais je n’en ai pas été*

*informé*". Et d'assurer : *"Si mes équipes ou moi-même sommes à l'origine de ce tract, vous le retrouverez dans les comptes de campagne... Mais ça ne sera pas le cas, nous n'avons rien à voir avec cette initiative"*.

## **"NOUS L'AVONS INVITÉ, ÇA NOUS FAIT PLAISIR"**

Romain Grau a malgré tout participé à ce fameux rendez-vous du 23 février. Dans plusieurs vidéos, publiées par deux participants, on voit le député LREM attablé au milieu des autres convives. Puis, il se lève pour prononcer quelques mots. *"On refera un repas mais ce sera un repas de fête pour dire qu'on l'aura mis dehors"*, promet-il, salué par une salve d'applaudissements. *"Vive Saint-Jacques, enchaîne-t-il. Merci et bon profit("bon appétit" en catalan roussillonnais, ndlr) !"*. Entre 90 et 110 personnes participaient à cet événement, selon le chiffrage donné par Alain Gimenez dans une de ses vidéos. Contacté, le restaurant nous indique que le prix d'une privatisation des lieux et le service de repas *"entrée-plat-dessert"*, comme c'était le cas lors de cette soirée, s'établit à *"30 euros par tête"*. Soit une facture totale de 2.700 à 3.300 euros...

Ce repas n'est pas le premier de ce genre. Le 17 février, le restaurant *"Royal Wok"*, situé dans une zone industrielle à l'ouest de la ville, accueillait un évènement réunissant une centaine de gitans, exclusivement des hommes, des quartiers de la cité Bellus et du Haut-Vernet, au nord de Perpignan. Cette fois aussi, Romain Grau est présent et adresse quelques mots à l'assistance, micro en main : *"Pourquoi on se retrouve là ce soir ? Parce qu'on souffre, les Catalans et les Gitans. On souffre parce qu'on nous marche dessus. On fait preuve, à notre égard, d'un manque de respect. Aujourd'hui, il est temps de se relever. Je vous propose que nous nous relevions ensemble, vous et moi, pour Perpignan"*. Applaudi, il enchaîne avec quelques mots en catalan, langue de la communauté gitane de la ville, avant d'attaquer

frontalement le maire actuel, né en [Algérie](#) : *“Pujol, il vient d’ailleurs, il ne vous comprend pas [...] Moi, je serai votre frère !”*.

Enfin, l’élu de la [République en marche](#) salue le rôle des *“très grands”*. **Il s’agit de pasteurs évangéliques pentecôtistes** de la communauté gitane, dont certains sont présents. Il leur donne ensuite la parole. *“Je suis comme vous. J’adore la famille et je respecte la religion”*, confie-t-il. Alain Gimenez, filmant le discours, parade alors une fois de plus. *“J’ai réussi, se satisfait-il. À faire se joindre les gitans de la cité et du Haut-Vernet. Le restaurant est plein. Je suis le seul. Nous l’avons invité et ça nous fait plaisir”*. Contacté, l’établissement nous communique qu’**une privatisation pour une centaine de personnes, comprenant un repas complet et boissons à volonté, est facturée 15 euros par tête. Soit une soirée à au moins 1.500 euros.**

.

Alors, qui règle la note finale ? Selon Alain Gimenez, ce repas, qu’il a organisé, a été permis par le succès d’un appel à *“cotisation”* lancé dans les différents quartiers. Le but : inviter le candidat à l’élection [municipale](#) perpignanaise à partager *“quelques moments”*. Pourtant, ce n’est pas ce que nous rapportent neuf participants aux repas et *“apéros”* qui se sont tenus en la présence du candidat. *“La charcuterie, les plats, le vin, tout est à volonté, nous explique l’un d’eux, en référence au repas du 23 février. Si j’avais dû payer, je n’y serai pas allé. Je le dis devant Dieu ! Avec le papier (l’invitation repas, ndlr), c’est gratuit”*.

Contacté, Romain Grau jure qu’il n’y est pour rien : *“Je vais partout : dans les associations sportives, chez les anciens combattants... partout. Ce sont des personnes qui*

*m'invitent, qui tiennent à me recevoir, comme tant d'autres". Malgré les propos d'Alain Gimenez, qui se targue de l'organisation de ce dîner, le candidat LREM assure qu'il n'a, là encore, rien à voir là-dedans : "Dans l'après-midi du 17 février, j'ai croisé par hasard une dizaine d'amis dans la ville qui m'ont proposé de me joindre à eux, tout simplement". Des amis qu'il refuse de citer.*

## **CHÈQUE DE CAUTION**

**En réalité, la note d'au moins un des deux restaurants a bien été réglée par la garde rapprochée de Romain Grau.** Au moment de la réservation du restaurant chinois, le Royal Wok, pour la soirée 17 février, un chèque de caution a été remis à l'établissement. **Ce chèque est, d'après le restaurant, au nom d'un certain Philippe Chaballier, mandataire financier de... Romain Grau, dans le cadre de la campagne municipale.** Et à l'issue de la soirée, la facture, d'un montant de 1.835,10 euros, a été remise en mains propres à un autre membre de l'équipe de campagne : Marie-Claude Auvergne, directrice de campagne du candidat et numéro quatre sur la liste LREM, que l'on aperçoit brièvement sur la vidéo (de la trentième à la trente-cinquième seconde).

Contactée, Marie-Claude Auvergne nie dans un premier temps toute implication. *"Pour ces deux repas, nous avons été invités oralement par des habitants des quartiers, promet-elle. Nous ne sommes donc pas à l'origine de ce repas et par conséquent, à titre personnel, je n'ai pas récupéré de facture, je peux vous l'assurer".* Les différents éléments exposés, la directrice de campagne de Romain Grau assouplit toutefois son discours : **"S'il y a eu une confusion, que cela est interrogé juridiquement, et que ce repas doit être intégré aux comptes de campagne, ce sera fait en totale transparence.** Mais j'insiste : à ma connaissance, nous ne sommes pas les organisateurs, mais je ne m'occupe pas de ce

*volet là de la campagne". Concernant le chèque de caution au nom du mandataire financier, celle-ci assure qu'il s'agit là d'une "fausse information". "Notre mandataire financier est actuellement à l'étranger. Ce que je sais, c'est que nous n'avons pas déposé de chèque de caution. Lui seul détient le chéquier de campagne et nous n'en avons pas d'autre à Perpignan". A ce jour, malgré nos différentes tentatives, Philippe Chabalier est injoignable.*

### **"ACHAT DE VOTES" ?**

Reste que l'organisation de ce repas par l'équipe de campagne de Romain Grau interroge juridiquement, que cette dépense soit ajoutée aux comptes de campagne ou pas. Notamment au regard de l'article [L106](#) du code électoral, qui punit les tentatives d'achats de vote : *"Quiconque, par des dons ou libéralités en argent ou en nature, (...), faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers (...) sera puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 15.000 euros".*

Ce repas entre-t-il dans ce cadre là ? *"On est au-delà du petit apéro organisé à la suite d'une réunion publique, analyse Louis Le Foyer de Costil, avocat en droit public spécialiste du droit électoral. On parle là d'un repas au coût significatif et adressé à un nombre conséquent de personnes qui semblent avoir été ciblées".* Selon lui, il y a lieu de s'interroger sur d'éventuelles poursuites pénales, mais aussi administratives : *"Si le manquement est reconnu, en justifiant que ce manquement a pu porter atteinte à la sincérité du scrutin, alors qu'un faible écart de voix a été constaté le jour de l'élection, cela pourrait entraîner l'annulation de cette dernière".*

### **"PAELLA AU CENTRE DE QUARTIER SAINT-JACQUES"**

Jean-Michel Ducomte, avocat en droit public et professeur à



l'Institut d'études politiques de Toulouse (Haute-Garonne), estime lui aussi que cette invitation pourrait être considérée comme de "l'achat de votes". Un troisième spécialiste du sujet interrogé par *Marianne* se veut lui plus nuancé : "Cela peut tout aussi bien être considéré comme une dépense de campagne tout à fait normale si ce repas est présenté comme une réunion publique dont le seul but est d'exposer son programme électoral. Pour cela, encore faut-il qu'elle soit assumée et inscrite dans les comptes de campagne".

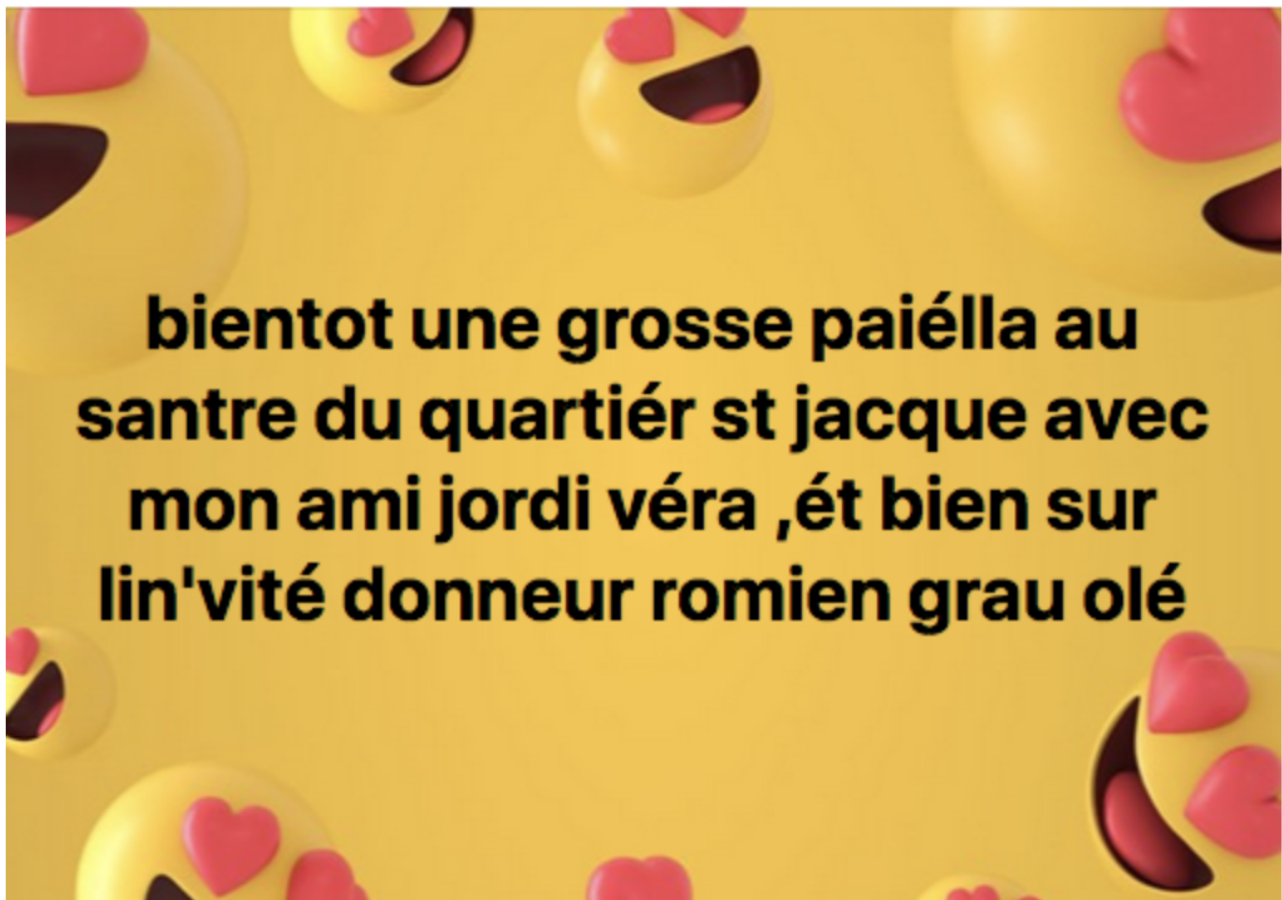
Pour s'assurer du soutien de la communauté, d'autres repas doivent encore être organisés d'ici au premier tour, le 15 mars. C'est "Nounours" lui-même qui le promet à sa communauté, sur son Facebook personnel. "Bientôt une grosse paella au centre de quartier Saint-Jacques", annonce-t-il dans une publication datée du 24 février dernier. Seront présents, toujours selon l'ex-médiateur social : **Jordi Vera, fondateur du parti régionaliste "Oui au pays catalan" et membre de la liste LREM en neuvième position, ainsi que Romain Grau lui-même, en "invité d'honneur"**. Dans les commentaires, sous le message, un internaute s'interroge en catalan : "Qui paie ?". "Quand tu invites une personne, tu la fais payer toi ?", lui répond Gimenez, le traitant de "jaloux". Le sens de l'hospitalité, avant le code électoral.





Lino Gimenez

24 février, 17:10 · 🌐



<https://www.marianne.net/societe/perpignan-pour-conquerir-le-vote-gitan-le-candidat-et-depute-lrem-invite-tout-le-quartier-au>